

pour soutenir l'emploi. La plupart des grands pays estiment d'habitude qu'ils doivent abandonner les industries de la chaussure et des textiles afin de permettre aux pays en voie de développement de prendre de l'expansion si nous voulons réellement commercer avec eux.

Nous sommes devant un ensemble de mesures, dont l'une est la surtaxe de 10 p. 100. Il y a également l'allocation d'investissement sur les biens de production américains qui ne touchera pas cette politique, car en fait nos fabricants d'outillage d'exportation sont défavorisés de deux façons—une surtaxe de 10 p. 100 dont nous pouvons payer les deux tiers, mais aussi une autre allocation de 10 p. 10 qui est accordée par le gouvernement américain aux sociétés américaines pour l'achat de machines fabriquées aux États-Unis. Nous sommes donc doublement touchés. Nous sommes désavantagés de 20 p. 100 et, comme M. Nixon l'a proposé aujourd'hui, il y aurait cette société nationale de ventes internationales—curieuse juxtaposition de mots—qui permettrait aux sociétés rentables d'établir des filiales tenues de rendre compte uniquement à leurs sociétés-mères pouvant seules exporter. Tous les bénéfices reviendront aux filiales, et du moment qu'elles ne les remettent pas aux sociétés-mères, elles ne sont soumises à aucun impôt et les sociétés-mères peuvent ainsi se servir de leurs filiales pour s'implanter dans le monde entier.

• (4.20 p.m.)

On s'étonne du genre de capitalisme dans lequel on s'engage quand on se sert de cette sorte de société pour éviter d'acquitter les impôts sur les bénéfices. Les catégories spéciales établies par le gouvernement appartiennent précisément à ce genre de chose. Ce n'est pas un cas d'avocats habiles qui scrutent les lois pour en découvrir des échappatoires. Le gouvernement y a délibérément pourvu. Quand existent des sociétés qui peuvent éluder les impôts, manifestement éviter de contribuer aux bénéfices et finissent par ne verser aucun dividende aux propriétaires de la société mère, nous nous éloignons constamment non pas de l'idée du capitalisme, mais de celle de capitalistes, de l'idée qu'il doit y avoir des capitalistes au sein du régime capitaliste.

Qu'est-il arrivé ici? Pourquoi les États-Unis ont-ils invoqué ces mesures? Ma foi, depuis la conférence de Bretton-Woods a grandi un régime que nous pourrions qualifier d'étalon du change de l'or. Par définition, il s'agissait d'un étalon du change de l'or relié à une monnaie de base, et toutes les devises du monde devaient adapter leur valeur à celle du dollar américain. Il ne fallait employer aucun autre étalon. Les marchés internationaux jugeaient que cela devrait servir de base aux valeurs relatives. Alors que les autres 108 nations du monde dont la monnaie était évaluée en fonction du dollar américain poursuivaient leurs propres objectifs nationaux, le dollar américain servait de monnaie clé. Autrement dit, c'était la monnaie de base. C'est alors que tous les pays du monde ont commencé à accorder plus d'importance à leurs exportations. L'Allemagne, soulagée d'une bonne part de ses frais de dépenses, ou en assumant une bien mince tranche, investissait dans des exportations. Le Japon, libéré du fardeau de la défense en Extrême-Orient, ou peu désireux de l'assumer, et prêt à adopter des mesures de sécurité sociale et d'améliora-

tion de son propre milieu, poursuivait l'objectif de l'emploi et l'exportation à tout prix. Au Canada, bien entendu, comme un seul homme on pourchassait le spectre de l'inflation. Nous avons réussi à l'enrayer plus que les Américains, parvenant ainsi à accroître nos exportations vers ce pays.

Tandis que les autres pays se la coulaient douce, les États-Unis étaient le seul pays à supporter le lourd fardeau de leurs propres politiques. Ils étaient peu disposés à renoncer à toutes les politiques que j'ai mentionnées, ce qui accroissait leurs problèmes. Ils devaient aussi accepter les importations d'autres pays. Finalement, au cours des quelques derniers mois, les pays qui commençaient à se rendre compte que les Américains ne pouvaient pas assumer cet énorme fardeau ont avivé le problème en déclarant: «Nous ne voulons plus de la monnaie clé; nous n'accepterons que l'or.» En somme, ces pays disaient aux Américains: «Vous feriez mieux de renforcer votre économie, de modifier vos objectifs, de diminuer votre aide étrangère et vos dépenses pour la défense du monde occidental. Vous feriez mieux de les réduire, afin d'être en mesure de nous payer en or.» C'est à ce moment-là que le chaînon a sauté.

Je ne crois pas vraiment que nous serons exemptés de la surtaxe qui, à mon avis, demeurera fort longtemps en vigueur. Il y aura de nombreuses négociations, des remises en question et des brassages d'affaires avant que les pays du monde occidental n'en viennent à une entente générale. Si, pour une raison quelconque, le Canada devait bénéficier d'une exemption, après les événements de 1963, 1965 et 1968, j'estime que les Canadiens voudront savoir à quel prix. Avons-nous accepté que notre dollar représente \$1.02 en monnaie américaine, ou avons-nous accepté d'accroître nos exportations de pétrole, d'énergie et de minerai aux États-Unis? Et qu'arriverait-il si la surtaxe était supprimée?

Après tout, les États-Unis n'ont pas résolu ce problème de base, savoir que leur productivité retarde par rapport à celle de la plupart des autres pays, celle en particulier, du Japon et de l'Allemagne. Les américains ne sauront pas si ce problème est résolu tant que les 90 jours ne seront pas écoulés ou tant qu'une sorte d'entente permanente, stable, n'aura pas été réalisée par le gouvernement, le mouvement syndical et le monde des affaires aux États-Unis. Si cette entente n'est pas réalisée, l'Allemagne, le Japon et peut-être même le Canada pourraient continuer d'accumuler des excédents de balance de paiement aux dépens de l'économie américaine. Encore une fois, nous nous retrouverions au point de départ.

En imposant la surtaxe de 10 p. 100, que disent les États-Unis au Canada en particulier? En imposant la surtaxe uniquement sur les produits manufacturés, ils disent: «Nous ne voulons pas de vos produits manufacturés, mais nous accepterons tout le pétrole, tout le gaz et tous les métaux que vous pourrez nous fournir. Ces produits ne sont assujettis à aucune taxe et nous les prendrons.» C'est là leur attitude car, comme le disait Schultz, «de chaque dollar que nous vous versons, nous reprenons 71c.» Que disent-ils au Canada lorsqu'ils promettent aux sociétés américaines une allocation d'investissements applicable à l'achat d'outillage pourvu que cet outillage soit fabriqué aux États-Unis et nulle part ailleurs? Ils